

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 mai 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Points 125, 136 et 159 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental****Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au
Tadjikistan****Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en
Angola****Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires****Additif**

1. Au paragraphe 5 de son rapport sur les aspects généraux du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a indiqué qu'il avait décidé de différer l'examen des projets de budget de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (MONUA), et de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (MONUT) et de la Mission d'observation des Nations Unies pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, en attendant que le Conseil de sécurité se prononce sur ces missions.

**Mission des Nations Unies
pour l'organisation d'un référendum
au Sahara occidental**

2. Le Comité consultatif a été informé que le Secrétaire général devrait présenter son prochain rapport sur la MINURSO au Conseil de sécurité le 20 mai 1998, et qu'aucun renseignement n'était disponible pour l'instant sur les propositions qui pourraient y figurer. Cela étant, le Comité consultatif a été prié d'envisager de recommander à ce stade l'ouverture et la mise en recouvrement des montants permettant à la Mission de continuer à fonctionner pendant la période de quatre mois allant du 1er juillet au 31 octobre 1998.

3. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport sur le financement de la MINURSO (A/52/730/Add.3), les prévisions initiales pour le fonctionne-

ment de la Mission du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 s'élevaient à 65 millions de dollars (montant brut), ce qui correspond à un taux mensuel de 5,4 millions de dollars (montant brut).

4. En attendant que le Secrétaire général présente son rapport actualisé sur les ressources nécessaires à la Mission pour l'exercice suivant, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale, à ce stade, d'ouvrir et de mettre en recouvrement pour le fonctionnement de la MINURSO du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 un montant total de 21,6 millions de dollars (montant brut), ce qui correspond à 5,4 millions de dollars par mois (montant brut) pour la période allant du 1er juillet au 31 octobre 1998. Cette recommandation est sans préjudice des ressources que le Comité consultatif pourrait juger nécessaires à la MINURSO pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 lorsqu'il aura reçu les prévisions révisées mentionnées précédemment.

Mission d'observation des Nations Unies en Angola

5. Il a été indiqué au Comité consultatif que pour l'instant la date à laquelle le Secrétaire général présenterait son prochain rapport sur la MONUA au Conseil de sécurité n'était pas connue, et qu'on ne savait pas non plus s'il y présenterait des propositions de nature à en modifier le mandat et les besoins opérationnels; si tel était le cas, et si le Conseil approuvait ces éventuelles propositions, ce serait au plus tôt vers la fin de juin 1998 que pourraient être présentées des prévisions révisées. Cela étant, le Comité consultatif a été prié d'envisager à ce stade de recommander l'ouverture et la mise en recouvrement des montants permettant à la Mission de continuer à fonctionner pendant la période de quatre mois allant du 1er juillet au 31 octobre 1998.

6. Comme il était dit au paragraphe 25 du rapport du Secrétaire général sur le financement de la MONUA (A/52/799/Add.1), il avait été prévu à l'origine pour le fonctionnement de la Mission d'observation pendant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 un montant brut de 140,8 millions de dollars, soit un taux mensuel brut de 11,7 millions de dollars. Mais, par sa résolution 1157 (1998) en date du 20 mars 1998, le Conseil de sécurité a souscrit à la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que la réduction progressive des effectifs de la composante militaire de la Mission reprenne, et décidé d'augmenter progressivement de 83 éléments au maximum le nombre des observateurs de la police civile. Les représentants du Secrétaire général ont indiqué au Comité consultatif que la réduction de la composante militaire et l'accroissement du nombre des observateurs

de la police civile feraient baisser les ressources nécessaires chaque mois à la Mission, dont le montant brut serait ramené de 11,7 à 10,9 millions de dollars.

7. En attendant que le Secrétaire général présente son rapport actualisé sur les ressources nécessaires à la Mission pour l'exercice suivant, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale, à ce stade, d'ouvrir et de mettre en recouvrement pour le fonctionnement de la MONUA du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 un montant total de 43,6 millions de dollars (montant brut), ce qui équivaut à 10,9 millions de dollars par mois (montant brut) pour la période allant du 1er juillet au 31 octobre 1998. Cette recommandation est sans préjudice des ressources que le Comité consultatif pourrait juger nécessaires à la MONUA pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 lorsqu'il aura reçu les prévisions révisées mentionnées précédemment.

Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

8. Dans son rapport sur la situation au Tadjikistan publié le 6 mai 1998 (S/1998/374, par. 28 et 33), le Secrétaire général recommandait au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Mission pour une nouvelle période de six mois, jusqu'au 15 novembre 1998, et indiquait que si le Conseil de sécurité décidait de proroger le mandat de la Mission au-delà du 15 mai 1998, le coût de son fonctionnement ne dépasserait pas les prévisions de dépenses initiales de la MONUT pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 présentées dans le rapport sur le financement de la Mission (A/52/772/Add.2), soit 22,3 millions de dollars (montant brut). Le Conseil de sécurité n'avait pas encore pris de décision au moment où le Comité consultatif a examiné le financement de la MONUT pendant l'exercice suivant.

9. Le Comité consultatif relève que le rapport du Secrétaire général fait apparaître un certain nombre de problèmes restant à régler, qui peuvent avoir des répercussions sur l'avenir de la Mission et les ressources nécessaires : c'est le cas par exemple de la situation en matière de sécurité (par. 17), et aussi du fait que «les effectifs de la MONUT demeurent bien en deçà de ceux approuvés» (par. 23). Le Comité consultatif demande au Secrétaire général d'apporter des précisions à cet égard dans les prévisions révisées qu'il présentera pour le fonctionnement de la MONUT pendant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999.

10. En attendant que le Secrétaire général ait apporté les précisions demandées, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale, à ce stade, d'ouvrir et de mettre en

recouvrement pour le fonctionnement de la MONUT du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 un montant total de 7,6 millions de dollars (montant brut), ce qui équivaut à 1,9 million de dollars par mois (montant brut) pour la période allant du 1er juillet au 31 octobre 1998. Cette recommandation est sans préjudice des ressources que le Comité consultatif pourrait juger nécessaires à la Mission pour la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 lorsqu'il aura reçu les précisions susmentionnées.
